

Priz de l'Abonnement - Edition Hebdomadaire
POUR LES ETATS-UNIS... \$ 9.00 \$ 4.50 \$ 2.25 \$ 0.75
POUR L'ETRANGER... 12.15 6.10 3.05 1.05

LE NUMERO



CINQ SOUS

Prix de l'Abonnement - Edition Hebdomadaire
1 An 6 Mois 3 Mois 1 Mois
POUR LES ETATS-UNIS... \$3.00 \$1.50 \$0.75 \$0.25
POUR L'ETRANGER... 4.00 2.05 1.35 1.05

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

POLITIQUE LITTÉRAIRE

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES ARTS

Fondée le 1er Septembre 1827

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 6 JUIN 1914

87ème Année

Le Dernier Jour du Labour Party

L'heure approche où les électeurs du Royaume-Uni seront appelés à renouveler le bail ou à interrompre le règne du parti radical. Pour cette consultation prochaine, le Labour Party jouera un rôle important. S'il conserve l'appui des ouvriers conservateurs et signe avec le Cabinet une entente électorale, la victoire de l'opposition unioniste deviendra difficile. Le Congrès annuel du Labour Party présentait donc, cette année, un intérêt capital. Tous les documents de ce parti étaient destinés à élucider l'opinion britannique sur les ressources, l'unité, les ambitions de l'extrême gauche.

Les rapports, soumis par le Comité exécutif aux assises de Glasgow, présentent la situation matérielle et morale du Parti sous un jour optimiste.

A la fin de 1912, l'effectif s'élevait à 1,995,000 adhérents, dont 5,000 femmes, 1,073 coopérateurs, 31,230 socialistes, 1 million 458,400 syndiqués. Ces chiffres représentent une augmentation de 250,000 et 465,000 unités, par rapport à ceux des deux années précédentes. Le Labour Party débute avec 375,000 adhérents en 1900. Il ne dépassa le premier million qu'en 1907. Les revenus du budget augmentèrent, en 1913, de 205,000 francs; à elles seules les cotisations réunissent 75,000 francs. Les fonds de réserve dépassent 225,000 francs. Le rapport constate un progrès. Les ressources restent insuffisantes. Le Labour Party, à côté de tel syndicat millionnaire, n'est qu'un pauvre diable.

Malgré l'insuffisance des recettes, la commission exécutive s'est efforcée, au cours de 1913, d'étendre l'action du groupement. Elle a jeté les bases d'une entente avec les coopérateurs, négociée avec les socialistes irlandais, formé un comité écosais; 73 sections locales existent et fonctionnent. De nouvelles brochures ont été imprimées. L'une d'entre elles, sur le droit de vote, a dû être tirée à 172,000 exemplaires. Le journal du parti, le "Daily Citizen", a reçu une avance de 125,000 francs; mais reste une affaire déplorable. L'"agent national" a visité, au cours de 1913, 32 circonscriptions. Deux "organisateurs" lui seront adjoints, au prix de 6,625 francs par tête. Les nombres de mandataires ouvriers ou socialistes, sortis victorieux des élections municipales, ont passé de 413 en 1910 à 157 en 1911, 161 en 1912 et 196 en 1913. Jamais le chiffre des gains annuels n'a été aussi élevé: 85. Si sur les bancs des Communes les Labour Members ne sont plus que 42 au lieu de 14, du moins le nombre de 1915 - 96 - sera-t-il plus élevé qu'en 1910. Le Labour Party n'avait, en effet, engagé la lutte que dans 56 circonscriptions, faute d'hommes et d'argent.

Ces ambitions parlementaires, et ces victoires municipales, cette activité dans la propagande, et ces progrès dans l'organisation ne sauraient masquer la crise dont souffre le Labour Party. Trois faits révèlent son existence et précisent sa gravité.

De même qu'au sein du Labour Party les députés, inféodés aux sociétés de propagande socialiste, accroissent leur nombre et étendent leur influence, de même les délibérations des Congrès annuels trahissent les progrès rapides des idées collectivistes. Certes, à Glasgow, les délégués se sont encore occupés de réformes techniques et d'améliorations professionnelles. Les questions d'hygiène, les problèmes de l'assurance, les accidents du travail ont fait l'objet de discussions et de motions. Mais les débats ont été brefs et les ordres du jour bachelés. L'intérêt des congressistes était ailleurs. Les discours véhéments sur la crise sud-africaine, les émeutes de Dublin et le péril des armements; les for-

mules d'adhésion aux principes du collectivisme et les motions de blâme contre les néosyndicalistes, ces concurrents dangereux, l'expropriation du sol et la fixation du prix pour l'Etat, la nationalisation des voies ferrées et des exploitations minières, seules ces idées, ces actes, ces paroles ont excité l'enthousiasme des délégués. Un long débat sur la représentation proportionnelle est venu encore accroître le caractère nouveau de ce Congrès national. Son atmosphère a été moins anglaise et plus européenne, moins professionnelle et plus socialiste, qu'il y a cinq ou six ans.

Cette évolution n'est pas sans entraîner des protestations et provoquer des incidents. De temps en temps, un trade-unioniste de la vieille école se lève pour signaler le danger de certains formules et rappeler le caractère du Parti: le Labour Party n'est pas l'émancipation des groupements socialistes, mais une Fédération de syndicats et de socialistes. Trente et un mille propagandistes ne sauront faire la loi à deux millions d'hommes, répéter leurs intelligences, dicter leurs convictions, fixer leurs politiques. Mais ces protestations tombent dans le vide et ne soulèvent aucun écho. Il n'en est pas de même de celles qu'adressent les extrémistes aux députés suspects de modérantisme bourgeois et coupables de flirts ministériels. Toute une séance spéciale fut consacrée à discuter le rapport des parlementaires, à critiquer l'insuffisance de leur fécondité législative, la médiocrité de leurs discours oratoires, la banalité de leurs votes timorés. Ils ont peur de provoquer une crise et d'entraîner une dissolution. Ils passent l'éponge sur le scandale Marconi et emboîtent le pas derrière les "chone-rulers". Ils laissent M. Lloyd George piller le programme ouvrier et lancer des idées socialistes. Les députés se sont défendus avec énergie et justifiés avec habileté. Ils ont évité un blâme et reçu leur absolution. Mais le débat n'en est pas moins suggestif. Bien que le Congrès ait condamné les néosyndicalistes, il est impossible de ne pas retrouver dans cette révolution contre les tenteurs et dans cette protestation contre les méthodes parlementaires, le reflet des idées, le souffle des colères qui troublent l'équilibre proverbial de l'ouvrier anglais.

Cette poussée révolutionnaire, cette résistance conservatrice, entre lesquelles est tiraillé le Labour Party, apparaissent plus nettement encore dans les résultats du vote sur l'action politique, qui a prévu le Trade Union Act de 1913. Les Syndicats ont été autorisés à prélever une cotisation à fin électorale que si elle est approuvée par la majorité et si les droits de la minorité sont sauvegardés. Jusqu'ici, aucun de ces scrutins n'a été défavorable au Labour Party. Mais au sein des Associations anciennes et riches, la majorité est faible et la minorité reste imposante. Douze mille ajusteurs-mécaniciens sur 32,000 votants, 11,000 charpentiers sur 24,000, 75,000 tisseurs sur 173,000, 31,000 cheminots sur 137,700, 194,000 mineurs sur 455,000, qui ont pris part au vote, sont hostiles à l'action politique et à la cotisation électorale. Pousseront-ils l'opposition jusqu'à refuser de payer la loi les y autorise; en figure encore. Faut-il voir dans cette attitude la protestation de conservateurs contre un parti trop socialisant ou l'irritation de néosyndicalistes contre une action trop parlementaire? Il est difficile de mesurer la force respective de ces deux courants d'opinion.

Son existence est certaine. Elle suffit pour affaiblir, à la veille des élections générales, les ressources essentielles, et l'autorité morale du Parti ouvrier. JACQUES BARDOUX.

Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie

(La Presse-Associée.)
L'Assemblée Générale ordinaire a eu lieu le 16 mai.

Bien que les circonstances générales aient été défavorables, les résultats sont, dans l'ensemble, une augmentation sur l'exercice précédent. Le resserment partiel du crédit qui s'est manifesté en Algérie durant le second semestre a amené une recrudescence des prêts fonciers: 9 millions contre 2 millions et demi en 1912.

La plus grosse partie du domaine algérien a été réalisée au début de l'exercice; ce compte tombe donc au bilan de 6 millions à 722,000 francs. En Tunisie, les prêts suivent une progression continue. L'application au Maroc d'une législation voisine de celle de la Tunisie permettra une extension des opérations en participation avec le Crédit Foncier de France. Les produits de l'exercice se sont élevés, nets de toutes charges, à 4,096,000 francs. Le Conseil estime que malgré l'augmentation du capital de 25 millions, le dividende peut être porté de 26 à 28 francs par action libérée. Cette répartition exigerait un décaissement total de 3,231,000 francs et il resterait 735,000 francs disponibles pour diversifier affectations de prévoyance et 172,000 francs pour report à nouveau.

L'Administrateur Dédoué explique que le Crédit Foncier, qui avait introduit les titres du Crédit Agricole Commercial et Industriel Algérien à la Bourse de Paris et en possédait une importante quantité, a proposé à la Société l'achat d'une notable portion de ces actions. La liquidation amiable du Crédit Agricole Algérien a été votée ces jours derniers. Il semble que l'entente qui interviendra entre les Liquidateurs et le Crédit Foncier d'Algérie sera de nature à améliorer les résultats de cette dernière Société en accroissant ses moyens d'action.

L'Assemblée a approuvé le projet de répartition proposé par le Conseil. Elle a réléu MM. Buhot, Warot et Salicet, administrateurs sortants, et confirmé la nomination à ces mêmes fonctions de M. Saintreuve Tailhandier.

M. le général Parisot, censeur sortant, a été également réléu.

Deux aviateurs français brûlés

Dijon, 5 juin. — Le lieutenant Gironne et le sapeur Rioux, deux aviateurs militaires, se sont tués en volant près d'ici.

Des paysans regardant un aéroplane qui venait de quitter l'aérodrome militaire et qui volait à une altitude de plus d'un demi-mille au-dessus de la forêt de Caquotte, entendirent une explosion et virent une traînée de flammes. Quelques instants après les débris de l'aéroplane auxquels les aviateurs étaient attachés, tombèrent parmi les arbres et on trouva les corps des deux malheureux carbonisés et mutilés.

Législature de la Louisiane

La Chambre et le Sénat se sont ajournés à lundi. Un grand nombre de nos législateurs sont venus à la Nouvelle-Orléans pour assister à une assemblée qui a eu lieu, hier soir, dans la salle de l'association de commerce, sous le patronage du gouverneur Hall, du docteur W. R. Doolson, du sénateur J. R. Parkerson, de M. John M. Parker et autres hommes d'état et commerçants éminents. Le but de cette réunion était de discuter les moyens de venir en aide aux fermiers de la Louisiane en encourageant les cultures variées et intensives d'après les méthodes les plus modernes.

L'ordre du jour, la semaine prochaine, les projets de loi importants sont:

Lundi, la loi ayant trait au rétablissement des courses de chevaux à la Nouvelle-Orléans.

Mardi, le projet de loi sur le transfert du siège de gouvernement de l'Etat de Baton Rouge à Alexandria.

Mercredi, le "bill" du sénateur Davey relatif aux ordonnances de police concernant les automobilistes.

Le Kaiser Chez l'Archiduc-Héritier

(La Presse-Associée.)
Vienne, 5 juin. — L'archiduc-héritier François-Ferdinand résidant en ce moment, avec sa famille, au château de Bonopisch en Bohême. L'empereur Guillaume avant de quitter Corfou, a fait savoir à cet archiduc, qu'il serait heureux de lui rendre visite avant les premiers jours de juin.

A Vienne, on fit que le kaiser a ainsi annoncé sa visite à l'archiduc-héritier au moment où les nouvelles de Schoenbrunn devenaient plus rassurantes sur l'état de santé de l'empereur François-Joseph. On est un peu surpris de voir le kaiser chercher à voir ainsi plus souvent l'archiduc-héritier à mesure que l'empereur François-Joseph paraît s'affaiblir, malgré le mieux apparent. On dit que le kaiser veut s'imposer de plus en plus, en flattant ostensiblement la duchesse de Hohenberg et ses enfants. Il semble que dans certains milieux, on voudrait voir le kaiser s'imposer un peu moins, mettre un peu plus de discrétion dans ses visites et trop bruyamment annoncées et préparées.

Interview-Express

La Situation Politique.—Opinions de Gauche et de Droite.

(La Presse-Associée.)
Nous avons continué à demander à quelques parlementaires en vue, leur opinion sur la situation politique créée par les dernières élections.

Pour M. Le Commanant Driant, député de Nancy, c'est la défense de la loi de trois ans qui va s'imposer.

— Nous sommes, nous dit-il, quelques-uns à la Chambre bien décidés à tenir tête aux socialistes et à lutter jusqu'au bout pour une loi que nous considérons comme notre unique sauvegarde. Malgré notre petit nombre, nous sommes certains d'avoir le pays derrière nous.

El. M. Driant exprime l'espoir que les nuances insignifiantes qui séparent les républicains libéraux des républicains progressistes disparaissent.

Pour M. Lafferre, député de l'Hérault, c'est surtout au Gouvernement qu'il appartient de tenir les éléments républicains attachés à la même doctrine.

— Il faut, nous dit-il, à l'heure actuelle un Gouvernement sachant ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas, donnant au pays l'impression qu'il n'est pas à la remorque de personne, qu'il est vraiment un Gouvernement qui gouverne, appuyé sur une majorité de républicains disciplinés en dehors de la démagogie et du modérantisme.

Entre ces deux formations, il faudra opter dès le début. Le pire, termine M. Lafferre, serait de flotter de l'une à l'autre ou de rester incertain entre les deux.

Pour M. J. L. Breton, député du Cher, la situation politique dépendra en grande partie de l'attitude des unifiés.

Et ceci, nous dit-il est incontestable si le parti unifié poursuit sa politique d'intransigence verbale et de sectarisme outrancier, s'il continue sa politique d'opposition systématique à tous les Gouvernements bourgeois, s'il refuse son concours et sa collaboration aux autres partis de gauche, il repoussera fatalement à droite l'axe de la majorité gouvernementale et assumera la responsabilité de l'orientation politique qui en résultera.

Si, au contraire, le groupe socialiste-unifié, prenant conscience de sa responsabilité réelle et de la politique de concentration et de collaboration républicaine s'il accepte d'avoir ses représentants, sinon dans le gouvernement mais tout au moins au Bureau de la Chambre et à la délégation des Gauches, il entrainera la majorité républicaine dans une vigoureuse et fructueuse politique de réalisation immédiate.

M. Guereckhine chez le Tzar

(La Presse-Associée.)
Ialta (Crimée), 5 juin. — Le Président du Conseil des Ministres M. Guereckhine a eu récemment une conférence avec le Tzar. L'entretien du Président avec le Monarque a duré plus de trois heures et a été des plus cordiales. M. Guereckhine restera l'hôte du Tzar trois ou quatre jours et retournera directement à Saint-Petersbourg, pour quelques jours, après quoi il prendra un congé de quatre ou six semaines.

Nouvelles de Saint-Bernard

Des voleurs ont pénétré en plein jour, jeudi, dans la résidence de M. John Kettering sur l'avenue Mehle. Ils emportèrent dix dollars en papier-monnaie. Chez M. John Wisnowski, un voisin, les mêmes individus probablement, se sont appropriés d'un complet en serge bleue, d'une montre d'or, et de deux paires de boucles d'oreilles d'or.

Un arrièrreur, nommé H. Callan, a eu plusieurs côtes brisées hier matin pendant qu'il travaillait à bord du steamer Modiva au quai de la "American Sugar Refinery". Il a été blessé par la chute d'une brouette qui avait glissé du pont dans la cale.

Les écoles publiques de la paroisse célébreront la clôture de l'année scolaire 1913-14, le vendredi, 12 juin, par des exercices intéressants, des pique-niques, etc. La plupart des professeurs se sont fait inscrire au cours normal d'été de Tulane.

LE DISCOURS DU TRONE DE SUEDE.

Le roi de Suède qui a repris depuis quelques jours seulement la direction des affaires de l'Etat et qui doit quitter Stockholm aujourd'hui pour aller faire une cure de convalescence à Carlsbad, a ouvert hier, en personne, la session du nouveau Rigsdag élu à la suite de la crise qui a déterminé la dissolution de l'ancienne Chambre. Dans le discours du trône, qu'il a lu lui-même, il expose d'abord que le souci de la sécurité du royaume avait pressé le Roi de donner au peuple l'occasion, au moyen de nouvelles élections de la seconde Chambre, de se prononcer sur la question de la défense.

Le discours constate ensuite que les rapports avec les puissances étrangères sont toujours bons. La gravité des temps exige de suppléer immédiatement aux défauts de la défense; la solution de cette question importante ne peut être retardée sans danger.

Le discours du trône fait donc un chaleureux appel aux représentants du peuple pour qu'ils acceptent les sacrifices qui vont être demandés et qui sont grands sans l'être trop, puisqu'il s'agit du bien de la patrie.

L'impôt spécial pour la défense sera mis sur les fortunes et les revenus d'une certaine importance. Aucun autre changement dans les impôts n'est proposé.

Dans le but de ne pas prolonger inutilement cette session, on ajournera toutes les autres questions qui ne sont pas strictement nécessaires. Le nouveau projet de défense du gouvernement sera publié très prochainement.

Le ministre des Finances a immédiatement déposé le budget de 1914. Les crédits du ministère à Venlo, en Hollande et y tère de la guerre sont augmentés de 5 millions de couronnes.

Interview-Express

La Situation Politique.—Opinions de Gauche et de Droite.

(La Presse-Associée.)
Nous avons continué à demander à quelques parlementaires en vue, leur opinion sur la situation politique créée par les dernières élections.

Pour M. Le Commanant Driant, député de Nancy, c'est la défense de la loi de trois ans qui va s'imposer.

— Nous sommes, nous dit-il, quelques-uns à la Chambre bien décidés à tenir tête aux socialistes et à lutter jusqu'au bout pour une loi que nous considérons comme notre unique sauvegarde. Malgré notre petit nombre, nous sommes certains d'avoir le pays derrière nous.

El. M. Driant exprime l'espoir que les nuances insignifiantes qui séparent les républicains libéraux des républicains progressistes disparaissent.

Pour M. Lafferre, député de l'Hérault, c'est surtout au Gouvernement qu'il appartient de tenir les éléments républicains attachés à la même doctrine.

— Il faut, nous dit-il, à l'heure actuelle un Gouvernement sachant ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas, donnant au pays l'impression qu'il n'est pas à la remorque de personne, qu'il est vraiment un Gouvernement qui gouverne, appuyé sur une majorité de républicains disciplinés en dehors de la démagogie et du modérantisme.

Entre ces deux formations, il faudra opter dès le début. Le pire, termine M. Lafferre, serait de flotter de l'une à l'autre ou de rester incertain entre les deux.

Pour M. J. L. Breton, député du Cher, la situation politique dépendra en grande partie de l'attitude des unifiés.

Et ceci, nous dit-il est incontestable si le parti unifié poursuit sa politique d'intransigence verbale et de sectarisme outrancier, s'il continue sa politique d'opposition systématique à tous les Gouvernements bourgeois, s'il refuse son concours et sa collaboration aux autres partis de gauche, il repoussera fatalement à droite l'axe de la majorité gouvernementale et assumera la responsabilité de l'orientation politique qui en résultera.

Si, au contraire, le groupe socialiste-unifié, prenant conscience de sa responsabilité réelle et de la politique de concentration et de collaboration républicaine s'il accepte d'avoir ses représentants, sinon dans le gouvernement mais tout au moins au Bureau de la Chambre et à la délégation des Gauches, il entrainera la majorité républicaine dans une vigoureuse et fructueuse politique de réalisation immédiate.

Le Kaiser Chez l'Archiduc-Héritier

(La Presse-Associée.)
Vienne, 5 juin. — L'archiduc-héritier François-Ferdinand résidant en ce moment, avec sa famille, au château de Bonopisch en Bohême. L'empereur Guillaume avant de quitter Corfou, a fait savoir à cet archiduc, qu'il serait heureux de lui rendre visite avant les premiers jours de juin.

A Vienne, on fit que le kaiser a ainsi annoncé sa visite à l'archiduc-héritier au moment où les nouvelles de Schoenbrunn devenaient plus rassurantes sur l'état de santé de l'empereur François-Joseph. On est un peu surpris de voir le kaiser chercher à voir ainsi plus souvent l'archiduc-héritier à mesure que l'empereur François-Joseph paraît s'affaiblir, malgré le mieux apparent. On dit que le kaiser veut s'imposer de plus en plus, en flattant ostensiblement la duchesse de Hohenberg et ses enfants. Il semble que dans certains milieux, on voudrait voir le kaiser s'imposer un peu moins, mettre un peu plus de discrétion dans ses visites et trop bruyamment annoncées et préparées.

LES CARDINAUX DE L'AMERIQUE DU NORD.

A ROME.

Les trois cardinaux des Etats-Unis, le cardinal Gibbons, évêque de Baltimore; le cardinal O'Connell, évêque de Boston, et le cardinal Farley, archevêque de New-York, se trouvent actuellement à Rome.

Bien que cette rencontre soit fortuite et que les cardinaux en question soient venus uniquement à Rome pour accomplir leur visite ad limina, leur présence simultanée dans la Ville Eternelle n'en a pas moins une certaine importance et elle est très remarquable.

Elle met en relief les progrès étonnants du catholicisme dans la république américaine et la haute situation qu'il s'y est acquise.

Le fait que les catholiques américains possèdent maintenant trois représentants dans le Sacré Collège est la constatation la plus récente du rôle que joue aujourd'hui l'Eglise américaine dans le catholicisme mondial.

Le nouveau cardinal-archevêque de Québec, Mgr. Bégin, se trouve également ici pour recevoir le chapeau cardinalice des mains du Pape.

Les quatre cardinaux de l'Amérique du Nord sont donc actuellement réunis dans la Ville Eternelle, où leur présence est l'objet de l'attention générale.

LE 1er MAI EN RUSSIE.

(La Presse-Associée.)
Saint-Petersbourg, 5 juin. — Bien qu'on s'attendît pour le 1er mai à quelques démonstrations de la part de la classe ouvrière, cette journée, cette année, comparée aux années précédentes, a été très calme et on a relevé un nombre moins élevé de grévistes.

Nouvelles du Mexique

Washington, 5 juin. — Deux navires sont en route pour Tampico, avec des cargaisons d'armes et de munitions destinées aux constitutionnels. Les croiseurs américains surveillent les canonniers mexicains dans les ports d'Alvarado et Puerto Mexico, et s'opposent au blocus de Tampico. Le gouvernement des Etats-Unis autorise l'amiral Badger à avoir recours à la force, s'il le faut.

Les Evêques Allemands à Rome.

(La Presse-Associée.)
Rome, 5 juin. — L'archevêque de Cologne qui sera créé cardinal le 25 courant vient d'arriver à Rome et est descendu à la Maison Nationale Allemande de Sainte-Marie de l'Anima où se trouve déjà l'archevêque de Munich, Mgr. Bettinger. C'est dans les salons de l'hospice national allemand que ces deux cardinaux recevront les félicitations officielles le jour de leur création.

Les Socialistes Parisiens Contre le Vote du Budget.

(La Presse-Associée.)
Les sections socialistes parisiennes se prononcent toutes les unes après les autres contre le vote du budget, même au cas où le ministère radical pourrait être en péril. C'est la désapprobation de tout bloc.